

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME YEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS

Nord et Métropole, 8 mois, 12.00; 6 mois, 22.00; 3 mois, 45.00.
France et Belgique, 13.00; 10.00; 20.00.
Union postale, 22.00; 18.00; 38.00.

REDACTION - ANNONCES - ABONNEMENTS

ROUBAIX: 71, Grande-Rue. Tél. 34 et 1904. Later, 1199.
TOURCOING: rue Carnot, téléph. 87.
Chèques postaux 87 Lille.

POUR VOUS
BIJOUX
DIAMANTS, OR & FIX
Forte « Dohy » inaltérable
DUHAMEL-LARDÉ
Maison de Confiance
Face au « Journal de Roubaix »
Réparations.
Transformations.
Prix très d'avance.

POUR VOUS
MONTRES
PENDULES & REVEILS
Un bon horloger
DUHAMEL-LARDÉ
Diplômé
de l'École Nationale
68 Grande-Rue 68
Qualité et prix toujours
avantageusement comparés

DEMAIN, DIMANCHE, 4 JUN
notre nouveau feuilleton

LES DEUX BERCEAUX

PAR
EMILE RICHEBOURG

Nous commencerons, demain dimanche, 4 juin, la publication d'un nouveau et passionnant feuilleton :

Les Deux Berceaux

œuvre dramatique et sentimentale, dans laquelle le célèbre romancier populaire

EMILE RICHEBOURG

met aux prises l'amour maternel, le plus puissant mobile qui agisse sur l'âme humaine, avec les événements les plus imprévus et les plus tragiques, avec les circonstances les plus angoissantes.

Toutes nos lectrices, tous nos lecteurs suivront avec un intérêt croissant les étonnantes péripéties du nouveau feuilleton du JOURNAL DE ROUBAIX :

Les Deux Berceaux

LA LIGNE DROITE

Il serait étonnant de faire aujourd'hui l'éloge des qualités maitresses de Félicie et de son caractère de M. Poincaré. Pourtant je ne saurais pas qu'il en ait donné, au cours de sa longue et brillante carrière d'homme d'Etat, d'exemple plus frappant, de témoignage plus direct, si l'on peut dire, que durant ces trois heures consécutives où jeudi à la tribune de la Chambre, il s'est attaché à exposer la politique de la France au cours des événements extérieurs qui se sont succédés depuis la Conférence de Cannes jusqu'à ce jour. Nul plus que lui ne s'est attaché, avec une telle précision, à définir, avec une telle clarté, à apporter de la méthode, dans le récit du débat, le plus complet, le plus troublant, le plus complexe et le plus vaste qui, de mémoire de diplomate, ait jamais occupé le public européen.

L'histoire des négociations, des discussions, des réunions internationales amercées à Cannes, poursuivies et développées à Gênes se dégage au plein relief dans un seul coin d'ombre soit oublié ou négligé. Peut-être mesure-t-on plus exactement à travers la rigoureuse précision de ce langage réfléchi l'immensité de l'œuvre entreprise par des hommes fléchonnés mais courageux et s'aperçoit-on de la profonde vérité de la réflexion qu'elle inspire quand on dit que le point de vue de l'histoire dépasse la capacité humaine.

Le dépasser-t-il toujours? M. Poincaré se garde, avec raison, de conclure. Son exposé est essentiellement objectif. Il montre que la France a été soumise à de dures épreuves, qu'elle se refusait à partager de candides illusions; il montre que la Conférence fut un échec au point de vue politique, elle ne fut pas inutile pour la solution des questions économiques et financières dont l'importance a échappé au public. Si le président du Conseil n'est pas tendu pour les bolchevistes, c'est qu'il a vu clair dans leur jeu. S'il ne témoigne qu'une médiocre confiance à l'égard de la chaîne Conférence d'experts à La Haye, c'est qu'il juge que sans le concours de l'Amérique aucune solution pratique et efficace à la crise mondiale ne saurait être imposée.

Qu'il s'agisse d'une action isolée de la France, il reprend les textes qui nous accordent le droit. M. Briand est d'ailleurs d'accord avec lui sur ce principe avec cette différence toutefois qu'il tient à le proclamer par avance afin d'éviter éventuellement toute équivoque.

Pourquoi revient-il sur ce sujet délicat qui, nul ne l'ignore, est le point de friction entre l'Angleterre et la France? On trouve la raison de son insistance dans le scepticisme qu'il manifeste à l'égard des récentes promesses de l'Allemagne. Ses avis se résument dans cette recommandation restée « alerte » jusqu'à ce que nos anciens adversaires aient fourni des preuves tangibles de leur bonne volonté.

Enfin, sur le chapitre si important des relations franco-britanniques, M. Poincaré, après avoir rappelé les témoignages de solidarité que nous avons donnés à l'Angleterre, estime que l'Entente ne saurait impliquer toute abdication respective ou toute servitude mutuelle. L'alliance dans l'indépendance, telle est la conception du président du Conseil, qui nul, d'ailleurs, ne songe à contester. Il s'agit bien plutôt, en l'espèce, d'une question d'interprétation que d'une question de principe.

An vote, c'est bien ainsi que la Chambre te comprend: elle se prononce par l'ovation chaleureuse qu'elle a faite à la généralisation émue de M. Poincaré lorsque, évoquant ceux qui dorment côte à côte sur les champs de bataille de France, il a déclaré que ce serait trahir leur mémoire que de rien faire qui pût briser cette alliance.

Il reste maintenant à traduire, dans un texte définitif et formel, des sentiments que l'expérience des deux côtés du détroit avec une conviction égale. Du moins nous le supposons.

L. G...

Les Amitiés françaises de Dinant à la tombe du Soldat Inconnu

Paris, 2 juin. — Le groupe belge des « Amitiés françaises » de Dinant-sur-Meuse, dont le président d'honneur était M. Deschamps, a organisé dimanche matin, à 11 h., une manifestation sur la tombe du Soldat Inconnu.

Emeutes et guerres civiles

L'Irlande sanglante

LA BATAILLE EST GENERALE A BELFAST

Londres, 2 juin. — MM. Michael Collins et Griffith se sont rencontrés hier soir à Downing Street avec des membres du Cabinet britannique.

M. Lloyd George, croit-on, avait été présent.

A l'issue de cette réunion qui a duré une heure et demi environ, un des représentants irlandais a dit que les discussions ne sont pas encore à un point où il soit possible de faire une déclaration.

Dublin, 2 juin. — Au cours d'une déclaration qu'il avait faite ce soir à des journalistes américains, M. de Valera aurait dit notamment :

« Les menaces de M. Churchill ne nous affectent pas. Nous refusons à un représentant des pouvoirs publics britanniques le droit de prescrire aux Irlandais ce qu'ils doivent ou ne doivent pas faire. »

Londres, 2 juin. — Depuis hier après-midi à 4 h., les émeutes ne discontinuent pas à Belfast. La population est en proie à une véritable terreur. Les coups de feu alternent avec le crépitement des mitrailleuses.

Après les émeutes entre les forces de la Couronne et les irréguliers républicains, la bataille devient générale et vers 9 h. du soir, les antagonistes combattent avec une opiniâtreté telle que les deux côtés ont subi de graves pertes. On a tué les premiers combats de la Grande Guerre. Quelques incendies ajoutent à l'horreur du spectacle. Toute la nuit, les adversaires n'ont cessé de tirer et ce matin à l'aube de nombreux cadavres gisent sur la chaussée dans des mares de sang.

Les dernières nouvelles disent que la bataille continue aussi acharnée et le nombre des morts difficile à évaluer n'est pas loin de la cinquantaine. Quant aux blessés, ils se chiffrent par centaines.

Londres, 2 juin. — Une bataille s'est engagée hier soir jeudi au nord de l'Ulster (Irlande) entre les troupes républicaines et la police de l'Ulster: sept camions automobiles remplis de soldats britanniques ont quitté Newry à la hâte pour se rendre sur le lieu du combat.

La bataille s'étend sur un front de un mille (1 kilom. 600 mètres).

L'Italie troublée

15.000 FASCISTES CONCENTRÉS A BOLOGNE

Rome, 2 juin. — A Turin, Florence et Trieste les fascistes conquièrent et dirigent les journaux dévoués à leur cause.

« L'Allemagne », la consociation des forces fascistes poursuit méthodiquement. On établit jusqu'à présent leurs effectifs à 15.000. La mobilisation générale doit être effectuée pour dimanche.

Des appels ont été placardés sur les murs de plusieurs villes de Romagne disant: « Visez les chefs, attaquez-les à l'arme blanche. »

LE TRÈS GERMANOPHILE M. NITTI REVIENDRA-T-IL AU POUVOIR?

Rome, 2 juin. — L'« Idea Nazionale » considère que la décision du groupe parlementaire socialiste d'appuyer un gouvernement de son choix ainsi que le rapprochement de d'Annunzio avec les socialistes sont des symptômes favorables à M. Nitti et susceptibles de hâter son retour au pouvoir.

La Chine divisée

DEMISSION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Londres, 2 juin. — On mande de Tientsin au « Morning Post » que le désordre qui règne en Mandchourie s'accroît de jour en jour et que le réseau du chemin de fer oriental chinois est entièrement occupé par les partisans de Ou Pei Fou. Une avance générale sur Shan Hai Zuan est en voie de réalisation.

Pékin, 2 juin. — On annonce ce matin la démission de Hsu-Shi-Tchang, président de la République.

LE PROJET DE LOI SUR LES ASSURANCES SOCIALES

LE RAPPORT DOIT ETRE ADOPTE AVANT LES VACANCES PARLEMENTAIRES

Paris, 2 juin. — La Commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre, réunie sous la présidence de M. Jourdain, vient de terminer l'examen des dispositions essentielles du projet de loi sur les assurances sociales.

Après une discussion générale, au cours de laquelle ont été adoptés les principes directeurs du projet (unité d'assurances, obligations, précomptes) et les bases de l'accord avec la mutualité, elle a voté tous les articles du titre.

1° Qui détermine les bénéficiaires, le taux des cotisations, les classes de salaires, la périodicité des versements.

Sur la proposition de son rapporteur, le docteur Grinda, elle a décidé de poursuivre ses travaux de façon à terminer l'examen du projet de loi avant les vacances parlementaires et d'être en mesure d'adopter définitivement le projet de rapport qui lui sera définitivement soumis dès la rentrée.

LE VOYAGE DE M. POINCARÉ A LONDRES

Londres, 2 juin. — On sait que le président du Conseil, accompagné de Mme Poincaré, doit se rendre à Londres le 7 juin.

Le soir, M. Poincaré assistera à un dîner offert par le Comité des Dames de la Ligue anglaise de secours aux régions dévastées.

Le 18, le président du Conseil sera l'hôte de lord Burham, président de la même association. Le soir, un dîner sera donné en son honneur à l'ambassade de France. Enfin, le lundi 19, M. Poincaré conférenciera avec Lloyd George qui se rendra à Downing Street.

Le président du Conseil a fait connaître ce matin à Londres qu'il acceptait avec plaisir l'invitation du Premier britannique.

M. Poincaré sera de retour à Paris le 20 juin.

Incidents tumultueux

M. Herriot reprendra son discours mais à ce moment M. Léon Daudet déclenche une série de violentes interruptions contre les radicaux. Ceux-ci les retiennent et, pendant quelques instants, le tumulte se continue.

La Conférence de Gênes a échoué, dit le chef du parti radical-socialiste, parce que l'on n'a pas su y apporter l'esprit européen nécessaire à l'Europe.

C'est à ce moment les radicaux-socialistes et les socialistes protestent parce que les députés de droite et du centre ne font pas silence. On réclame la suspension.

M. Herriot, désignant la droite et le centre: Les radicaux ne pourront-ils se faire entendre.

Le président prend son chapeau. Les gauches applaudissent, mais les autres députés protestent. Le centre réclame. L'ordre est rétabli et M. Herriot reprend son discours.

VICTOIRE DE M. POINCARÉ A LA CHAMBRE

La Politique extérieure du Gouvernement approuvée par une forte majorité

Après une charge à fond de M. Herriot, chef du Parti radical-socialiste l'Assemblée exprime sa confiance au Gouvernement par 484 voix contre 100

La Chambre, se conformant à la volonté bien nette du pays, vient de manifester sa confiance envers la ferme politique extérieure du gouvernement.

L'assaut mené contre cette politique par le chef du parti radical-socialiste, a fourni à M. Poincaré l'occasion de s'exprimer avec modération, mais avec netteté, sur son attitude vis-à-vis de l'Allemagne et de la Russie. Il est visible que les déclarations du Président du

M. Herriot reconnaît qu'à Gênes l'attitude de l'Allemagne a été blâmable. Mais nous-mêmes, dit-il, avons-nous donné quelques principes directeurs? Le problème de la paix et des réparations est impossible à résoudre en dehors du programme démocratique.

L'orateur assure que, considérant seulement les manifestations de bureaucratie qui se sont produites chez les Alliés, nous n'avons pas tenu compte des préoccupations morales contenues dans les messages des Présidents Wilson et Harding.

La solidarité économique de l'Europe

UNE REPLIQUE DE M. POINCARÉ

Puis, M. Herriot ayant reproché au Gouvernement d'avoir combattu la solidarité économique indispensable de l'Europe, M. Poincaré lui réplique au milieu d'un grand silence:

« Si à Gênes, j'ai pensé que la question des emprunts internationaux ne devait pas être abordée, ce n'est nullement parce que j'ai considéré que nous devions nous en désintéresser, mais c'est parce que j'ai pensé qu'en présence de l'Allemagne et de la Russie, si la question était abordée, non seulement la discussion ferait double emploi avec celle qui doit se poursuivre entre les gouvernements anciennement ennemis, mais que ces discussions se traduiraient l'une à l'autre. Je ne suis pas trompé car même la Commission des réparations ou plutôt à côté de la Commission des réparations, je vois les tentatives les plus redoublées pour subordonner les emprunts internationaux à une amputation nouvelle. (Sensation sur tous les bancs. Applaudissements prolongés sur de nombreux bancs.) »

M. Poincaré. — Et c'est pour cela, messieurs, que ce matin même j'ai pris les responsabilités de chef de Gouvernement. J'ai fait savoir à la Commission des réparations qu'elle ne devait pas accepter cela. (Longs applaudissements sur presque tous les bancs.)

M. Herriot reprend ses critiques. C'est encore une interjection de plus, dit-il.

Il blâme les instructions données à M. Barthou. Rappelant les paroles de M. Lloyd George: « Nous voulons travailler avec la démocratie française », l'orateur s'écrie: Et nous, nous disons: « Nous voulons travailler avec la démocratie anglaise. (Appl. à gauche.) »

La situation en Russie

M. Herriot pense sincèrement qu'il faut atténuer l'esprit de paix en Allemagne, au lieu de la pousser à bout et lui reprochant constamment



M. POINCARÉ

Conseil ont fait grande impression sur l'Assemblée.

Le chef de gouvernement expose ses raisons d'une politique qui a pour elle la logique et le bon sens, qualifié à l'égard desquelles il n'a jamais indifférent un auditeur français: « Si nous voulons que l'Allemagne repare, il faut en vouloir les moyens. Par contre, M. Herriot, qui veut aussi les réparations, semble les attendre de la bonne volonté d'une Allemagne imaginaire, démocratique et pacifique. »

C'est la thèse de deux Allemands, chère aux socialistes, qui se sont lourdement trompés avant 1914, comme le leur a rappelé M. de Magallon, et à qui il n'appartient pas de donner de conseils aux gouvernements.

Malgré leur appui, l'attaque de M. Herriot a lamentablement échoué. Elle n'aura servi, contrairement à l'intention de ses instigateurs, qu'à renforcer la position du gouvernement.

Plus que jamais, après ce vote significatif, celui-ci peut se présenter devant les gouvernements des autres pays comme exprimant l'opinion française, pacifique mais consciente de son droit et résolue à l'obtenir.

LE TRÈS GERMANOPHILE M. NITTI REVIENDRA-T-IL AU POUVOIR?

Rome, 2 juin. — L'« Idea Nazionale » considère que la décision du groupe parlementaire socialiste d'appuyer un gouvernement de son choix ainsi que le rapprochement de d'Annunzio avec les socialistes sont des symptômes favorables à M. Nitti et susceptibles de hâter son retour au pouvoir.

La Chine divisée

DEMISSION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Londres, 2 juin. — On mande de Tientsin au « Morning Post » que le désordre qui règne en Mandchourie s'accroît de jour en jour et que le réseau du chemin de fer oriental chinois est entièrement occupé par les partisans de Ou Pei Fou. Une avance générale sur Shan Hai Zuan est en voie de réalisation.

Pékin, 2 juin. — On annonce ce matin la démission de Hsu-Shi-Tchang, président de la République.

LE PROJET DE LOI SUR LES ASSURANCES SOCIALES

LE RAPPORT DOIT ETRE ADOPTE AVANT LES VACANCES PARLEMENTAIRES

Paris, 2 juin. — La Commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre, réunie sous la présidence de M. Jourdain, vient de terminer l'examen des dispositions essentielles du projet de loi sur les assurances sociales.

Après une discussion générale, au cours de laquelle ont été adoptés les principes directeurs du projet (unité d'assurances, obligations, précomptes) et les bases de l'accord avec la mutualité, elle a voté tous les articles du titre.

1° Qui détermine les bénéficiaires, le taux des cotisations, les classes de salaires, la périodicité des versements.

Sur la proposition de son rapporteur, le docteur Grinda, elle a décidé de poursuivre ses travaux de façon à terminer l'examen du projet de loi avant les vacances parlementaires et d'être en mesure d'adopter définitivement le projet de rapport qui lui sera définitivement soumis dès la rentrée.

LE VOYAGE DE M. POINCARÉ A LONDRES

Londres, 2 juin. — On sait que le président du Conseil, accompagné de Mme Poincaré, doit se rendre à Londres le 7 juin.

Le soir, M. Poincaré assistera à un dîner offert par le Comité des Dames de la Ligue anglaise de secours aux régions dévastées.

Le 18, le président du Conseil sera l'hôte de lord Burham, président de la même association. Le soir, un dîner sera donné en son honneur à l'ambassade de France. Enfin, le lundi 19, M. Poincaré conférenciera avec Lloyd George qui se rendra à Downing Street.

Le président du Conseil a fait connaître ce matin à Londres qu'il acceptait avec plaisir l'invitation du Premier britannique.

M. Poincaré sera de retour à Paris le 20 juin.

Incidents tumultueux

M. Herriot reprendra son discours mais à ce moment M. Léon Daudet déclenche une série de violentes interruptions contre les radicaux. Ceux-ci les retiennent et, pendant quelques instants, le tumulte se continue.

La Conférence de Gênes a échoué, dit le chef du parti radical-socialiste, parce que l'on n'a pas su y apporter l'esprit européen nécessaire à l'Europe.

C'est à ce moment les radicaux-socialistes et les socialistes protestent parce que les députés de droite et du centre ne font pas silence. On réclame la suspension.

M. Herriot, désignant la droite et le centre: Les radicaux ne pourront-ils se faire entendre.

Le président prend son chapeau. Les gauches applaudissent, mais les autres députés protestent. Le centre réclame. L'ordre est rétabli et M. Herriot reprend son discours.

LES RÉPARATIONS

La majorité parlementaire allemande veut la revision du Traité de paix et des réparations

ELLE SE PRÉTEND SOUTENUE PAR L'ANGLETERRE, L'ITALIE ET MÊME LES ÉTATS-UNIS

Berlin, 2 juin. — Dans les milieux gouvernementaux, on se déclare satisfait de la réponse de la Commission des réparations à la note allemande, mais un sentiment différent domine dans les sphères politiques. On fait remarquer, dans la majorité des cercles parlementaires :

1° Que la réponse allée laisse la porte ouverte à d'éventuelles répétitions pour le cas où le Reich ne satisfait pas à ses engagements;

2° Qu'elle refuse de libérer l'Allemagne des engagements contractés concernant la réduction de l'inflation et l'équilibre du budget même si les projets d'emprunt extérieur n'aboutissent pas;

3° Que les Alliés se réservent d'abroger de nouveau le memorandum au cas où le Reich manquerait à ses engagements.

L'immense majorité à la tribune allemande est opposée à une solution amiable.

Le Reichstag et une partie de l'opinion publique exigent impérieusement la révision fondamentale des réparations, ainsi que celle du Traité de Versailles. Les Allemands se prétendent soutenus, non seulement par les gouvernements anglais et italien, mais aussi par les États-Unis.

L'emprunt international ne paraît pas devoir réussir

Le Comité de l'emprunt allemand s'est à nouveau réuni à Berlin.

L'Allemagne doit aux Alliés 132 milliards de marks-or. Les délégués étrangers expriment ne pouvoir demander ce chiffre à l'épargne de leurs pays. D'autre part, la France ne peut accepter la diminution de sa créance sur l'Allemagne. Les banquiers se sont rabattus sur l'idée d'un prêt provisoire de 40 milliards de marks-or.

Mais le gouvernement français ne pouvait davantage souscrire à la répartition qui ne laissait à la France que 600 millions.

Les discours de MM. Poincaré et Lloyd George

Contrairement aux affirmations allemandes, l'Angleterre est pour une action internationale en cas de mauvaise foi de l'Allemagne.

Suivant le correspondant londonien d'un journal français, le discours de M. Lloyd George n'a provoqué que de très rares commentaires. La raison de ce fait réside en partie dans la gravité de la crise irlandaise, mais elle est surtout inhérente à la nature même des déclarations du premier ministre. Il défendit le Traité de Versailles contre les accusations de sévérité excessives que lui adressent les sentimentaux du pacifisme ou ceux qui se sont rabattus sur l'idée d'un prêt provisoire de 40 milliards de marks-or.

Mais le gouvernement français ne pouvait davantage souscrire à la répartition qui ne laissait à la France que 600 millions.

Les commentaires de la presse allemande

Berlin, 2 juin. — Le « Vorwärts » (socialiste), écrit que la réponse de la Commission des réparations constitue une sévère condamnation du plan de paiement de Londres, qui vient ainsi de recevoir un coup sensible.

Le « Zeit » (organe populiste), déclare :

« Le soi-disant pacte de Londres ne constitue aucun allègement, mais il crée un état de fait qui est aussi intolérable pour nos finances et l'économie allemande que l'état de choses antérieurs. »

La réforme du régime successoral

Paris, 2 juin. — Ce matin, les communistes ont entendu un rapport de M. Ambrun qui, après avoir rappelé et prouvé par des exemples, qu'en matière successorale les lois font les mœurs, déclara le péril mortel que fait courir à notre pays le régime successoral sous lequel il vit. De toute nécessité, il faut réformer ce régime et rendre aux Français la liberté de tester. Ainsi bien posséder son esprit pour prochainement se réaliser cette réforme, car des hommes politiques de tous partis, comme MM. Méline, Bonnevillain, Landry, en ont montré l'urgence. M. Isaac et Durval-Arnould ont déposé une proposition de loi dont il faut que l'opinion réclame le vote sans retard. L'Etat s'est fait chez nous l'auxiliaire des forces de destruction que l'individualisme conduit à l'assaut du foyer domestique. Il importe de remédier au plus tôt à cette situation.

M. Antoinette Redier donna ensuite lecture d'un rapport de M. de Vuyat sur la nécessité de préparer parents à leur tâche d'éducateur, sur l'importance primordiale d'une éducation familiale réalisée par des parents conscients de leurs devoirs et formés à les remplir.

M. Redier lui-même illustra ces idées de deux exemples symptomatiques: celui d'une famille en pleine décadence, alors que l'Etat intervient pour empêcher la décadence; celui de la famille Bernard, au Nord, dont l'ancêtre, il y a cent ans, a fondé une race, parce qu'il a légué à ses descendants les principes de leur éducation et qu'il les a préparés à construire eux-mêmes de solides et rayonnants foyers.

M. Tchitcherine voyage en Europe pour le compte des Soviets

Rome, 2 juin. — M. Tchitcherine a quitté définitivement Gênes. Il a renoncé à son voyage à Rome.

Avant de partir, le chef de la délégation soviétique a distribué des cadeaux aux principaux fonctionnaires de la police de Gênes.

Mais il n'oubliera pas le traité de Rapallo.

Berlin, 2 juin. — MM. Tchitcherine et Mikowski arriveront aujourd'hui dans la capitale allemande.

On assure dans les milieux politiques que l'heure est venue de mettre en vigueur le traité de Rapallo et surtout d'établir un lien entre les Républiques soviétiques et la République allemande.

Vote de l'ordre du jour de confiance

Le Président met alors aux voix le fond l'ordre du jour de M. Bureau. L'ordre du jour Bureau est adopté par 484 voix contre 100. (Appl. à droite, au centre et à gauche. Cris: Vive la République!)

Le Président met aux voix la priorité donnée pour l'ordre du jour Renard. Le scrutin a lieu dans une vive agitation et donne lieu à pointage. La séance est suspendue à 18 h. 50.

La séance est reprise à 19 h. 20.

Le Président met aux voix le résultat du pointage. La priorité pour l'ordre du jour Renard est repoussée par 428 voix contre 143.

Violents incidents. — La séance est suspendue

M. Moutet appuie de sa place les observations de M. Herriot. Les députés de droite rient. A un moment donné, les amis socialistes de M. Moutet demandent à M. Chassaing-Goyon de s'adresser contre les députés de droite, puis ils quittent leurs places pour se porter à droite. Les huissiers s'interposent et les arrêtent dans l'escalier.

Violents incidents. — La séance est suspendue

M. Moutet appuie de sa place les observations de M. Herriot. Les députés de droite rient. A un moment donné, les amis socialistes de M. Moutet demandent à M. Chassaing-Goyon de s'adresser contre les députés de droite, puis ils quittent leurs places pour se porter à droite. Les huissiers s'interposent et les arrêtent dans l'escalier.

Violents incidents. — La séance est suspendue

M. Moutet appuie de sa place les observations de M. Herriot. Les députés de droite rient. A un moment donné, les amis socialistes de M. Moutet demandent à M. Chassaing-Goyon de s'adresser contre les députés de droite, puis ils quittent leurs places pour se porter à droite. Les huissiers s'interposent et les arrêtent dans l'escalier.

Violents incidents. — La séance est suspendue

M. Moutet appuie de sa place les observations de M. Herriot. Les députés de droite rient. A un moment donné, les amis socialistes de M. Moutet demandent à M. Chassaing-Goyon de s'adresser contre les députés de droite, puis ils quittent leurs places pour se porter à droite. Les huissiers s'interposent et les arrêtent dans l'escalier.

Violents incidents. — La séance est suspendue

M. Moutet appuie de sa place les observations de M. Herriot. Les députés de droite rient. A un moment donné, les amis socialistes de M. Moutet demandent à M. Chassaing-Goyon de s'adresser contre les députés de droite, puis ils quittent leurs places pour se porter à droite. Les huissiers s'interposent et les arrêtent dans l'escalier.

Violents incidents. — La séance est suspendue

M. Moutet appuie de sa place les observations de M. Herriot. Les députés de droite rient. A un moment donné, les amis socialistes de M. Moutet demandent à M. Chassaing-Goyon de s'adresser contre les députés de droite, puis ils quittent leurs places pour se porter à droite. Les huissiers s'interposent et les arrêtent dans l'escalier.

Violents incidents. — La séance est suspendue

M. Moutet appuie de sa place les observations de M. Herriot. Les députés de droite rient. A un moment donné, les amis socialistes de M. Moutet demandent à M. Chassaing-Goyon de s'adresser contre les députés de droite, puis ils quittent leurs places pour se porter à droite. Les huissiers s'interposent et les arrêtent dans l'escalier.

Violents incidents. — La séance est suspendue

M. Moutet appuie de sa place les observations de M. Herriot. Les députés de droite rient. A un moment donné, les amis socialistes de M. Moutet demandent à M. Chassaing-Goyon de s'adresser contre les députés de droite, puis ils quittent leurs places pour se porter à droite. Les huissiers s'interposent et les arrêtent dans l'escalier.

Violents incidents. — La séance est suspendue

M. Moutet appuie de sa place les observations de M. Herriot. Les députés de droite rient. A un moment donné, les amis socialistes de M. Moutet demandent à M. Chassaing-Goyon de s'adresser contre les députés de droite, puis ils quittent leurs places pour se porter à droite. Les huissiers s'interposent et les arrêtent dans l'escalier.

Violents incidents. — La séance est suspendue

M. Moutet appuie de sa place les observations de M. Herriot. Les députés de droite rient. A un moment donné, les amis socialistes de M. Moutet demandent à M. Chassaing-Goyon de s'adresser contre les députés de droite, puis ils quittent leurs places pour se porter à droite. Les huissiers s'interposent et les arrêtent dans l'escalier.

Violents incidents. — La séance est suspendue

M. Moutet appuie de sa place les observations de M. Herriot. Les députés de droite rient. A un moment donné, les amis socialistes de M. Moutet demandent à M. Chassaing-Goyon de s'adresser contre les députés de droite, puis ils quittent leurs places pour se porter à droite. Les huissiers s'interposent et les arrêtent dans l'escalier.

Violents incidents. — La séance est suspendue

M. Moutet appuie de sa place les observations de M. Herriot. Les députés de droite rient. A un moment donné, les amis socialistes de M. Moutet demandent à M. Chassaing-Goyon de s'adresser contre les députés de droite, puis ils quittent leurs places pour se porter à droite. Les huissiers s'interposent et les arrêtent dans l'escalier.

Violents incidents. — La séance est suspendue

M. Moutet appuie de sa place les observations de M. Herriot. Les députés de droite rient. A un moment donné, les amis socialistes de M. Moutet demandent à M. Chassaing-Goyon de s'adresser contre les députés de droite, puis ils quittent leurs places pour se porter à droite. Les huissiers s'interposent et les arrêtent dans l'escalier.

Violents incidents. — La séance est suspendue

M. Moutet appuie de sa place les observations de M. Herriot. Les députés de droite rient. A un moment donné, les amis socialistes de M. Moutet demandent à M. Chassaing-Goyon de s'adresser contre les députés de droite, puis ils quittent leurs places pour se porter à droite. Les huissiers s'interposent et les arrêtent dans l'escalier.

Violents incidents. — La séance est suspendue